



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'UEF
7 juillet 2015

EMPÊCHER LE GREXIT, ACCÉLÉRER LE RENFORCEMENT DE LA ZONE EURO VERS UNE UNION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Les résultats du referendum en Grèce de dimanche dernier ainsi que la venue à expiration du paquet de mesures d'aide financière à ce pays font naître de sérieux doutes quant à la capacité de la Grèce à continuer de faire partie de la zone euro. Ces doutes doivent être dissipés au plus vite, avant que l'Europe ne se dirige vers une fin de jeu perdant-perdant.

La sortie de la Grèce de la zone euro gaspillerait des années de sacrifices par le peuple grec, balaierait la valeur de leur épargne et de leurs propriétés et isolerait le pays des marchés financiers et de capitaux. Elle aboutirait à un long avenir de misère économique pour le peuple grec. En même temps, si la zone euro perdait l'un de ses membres, les marchés financiers mettraient en question la réalité de l'irréversibilité de l'euro, nos partenaires et nos rivaux sur la scène mondiale douteraient de la réelle capacité de l'Europe à rester groupée dans des temps difficiles et, dans toute l'Europe, de nombreux citoyens perdraient foi dans l'Union européenne comme projet d'unité et de solidarité.

Elmar Brok, député européen, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen et président de l'Union des fédéralistes européens, a déclaré aujourd'hui :

"Le gouvernement grec devrait reconnaître la longue solidarité des 18 autres pays. Il devrait aussi accepter le fait que l'adhésion à l'union monétaire impose des limites à la souveraineté nationale et exige d'être responsable et respectueux des règles que l'on a acceptées. Tout nouveau paquet d'aide financière à la Grèce – qui sera garanti ou financé par les autres États membres – devra inévitablement être subordonné à la mise en œuvre par la Grèce de réformes structurelles rendant ses finances publiques soutenables et son économie compétitive à long terme. Tandis que le dernier tour de négociations a principalement porté sur les coupes à effectuer dans les dépenses publiques, il faudrait prêter plus d'attention au combat contre la corruption, les privilèges et l'évasion fiscale, à la réforme des administrations publiques et du système judiciaire, et à la création d'un environnement réglementaire et des affaires qui facilite les investissements domestiques et étrangers."

D'un autre côté, si la Grèce fait de sérieux progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles qu'elle aura acceptées, elle devrait être récompensée par un soutien accru aux investissements qui relancent sa croissance (y compris par le truchement de projets européens) et la soutenabilité de la dette grecque devrait être sérieusement prise en considération.

M. Brok a ajouté

"Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est bien plus que le seul avenir de la Grèce. La crise en Grèce constitue un signal d'alarme indiquant la nécessité d'accélérer le renforcement de l'union économique et monétaire et de sa gouvernance. Inévitablement, des déséquilibres économiques peuvent apparaître dans tous les pays, qu'ils soient des États centralisés ou fédéraux, comme dans toute union monétaire. Les unions monétaires parvenues à maturité disposent de tous les pouvoirs, outils et ressources financières leur permettant de limiter de tels déséquilibres économiques et, en fin de compte, de gérer l'insolvabilité d'une région ou d'un État membre lorsqu'elle se produit. La zone euro ne dispose pas encore de tous les

pouvoirs, outils et ressources qui lui sont nécessaires et elle se trouve ainsi exposée à la fragilité de ses économies les plus faibles. Les États membres devraient accélérer la réforme de la zone euro pour en faire une union économique et politique à part entière.”

Le rapport [“Achever l’Union économique et monétaire de l’Europe”](#) récemment présenté par les présidents de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, du Conseil européen, de l’Eurogroupe et du Parlement européen identifie bien les défis, mais les réformes les plus ambitieuses restent vagues ou sont repoussées à un avenir très lointain qui peut ne jamais se produire. La crise survenue avec la Grèce devrait inciter les institutions de l’UE et de la zone euro ainsi que les États membres à accélérer la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport. Les priorités sont constituées de l’achèvement de l’union bancaire, de la mise en œuvre d’une union des marchés de capitaux, de la création d’un budget de la zone euro disposant de ressources suffisantes pour pouvoir contribuer à lisser les déséquilibres économiques et investir dans des projets d’intérêt européen, de l’attribution de pouvoirs plus importants permettant aux institutions de la zone euro de faire accepter leurs recommandations et de récompenser leur respect grâce à des incitations adéquates. La Commission européenne devrait dès que possible commencer à proposer une législation visant à mettre en œuvre ces recommandations sans qu’il soit nécessaire d’amender les traités de l’UE. Mais en même temps, les États membres devraient considérer une réforme des traités comme une opportunité plutôt que comme une menace.

La démocratie doit se trouver au cœur de tout renforcement de la zone euro. Le débat sur la Grèce dresse les opinions publiques les unes contre les autres, et les démocraties nationales les unes contre les autres. Un nombre croissant de citoyens, tant dans les pays créditeurs que dans les pays débiteurs, craint que la démocratie nationale et l’intégration européenne ne soient contradictoires. Il est indispensable d’introduire plus de démocratie dans le processus et dans l’aboutissement de toute réforme de la gouvernance de la zone euro. La négociation d’un nouvel arrangement avec la Grèce serait bien plus facile si elle était menée par la Commission européenne, qui regarderait l’intérêt de la zone euro et de l’Union européenne dans leur ensemble plutôt que par un Eurogroupe constitué de ministres des finances nationaux préoccupés à juste titre par leurs entités nationales. De même, pour en augmenter la légitimité et l’efficacité, il faudrait une réforme de la zone euro qui place sa gouvernance en dehors de toutes négociations intergouvernementales pour en faire un dispositif de gouvernement démocratique au cœur duquel se trouveraient la Commission européenne et le Parlement européen.